



Communiqué de presse

Le rapport CEP doit avoir des conséquences

La commission d'enquête parlementaire (CEP) publie son rapport vendredi. L'Association suisse des employés de banque attend des explications sur la raison pour laquelle les autorités de surveillance de Credit Suisse lui ont permis pendant des années de travailler avec des fonds propres plus bas que nécessaire sur le plan réglementaire et pourquoi le Conseil fédéral a agi avec naïveté. La FINMA et le Conseil fédéral ont permis que les hauts dirigeants de Credit Suisse ont mené la grande banque dans le mur et ont ainsi menacé des milliers d'emplois. Même si la responsabilité incombe finalement aux cadres supérieurs de Credit Suisse, la défaillance doit avoir principalement des conséquences personnelles pour la FINMA.

La commission d'enquête parlementaire (CEP) publiera vendredi son rapport très attendu. Son mandat consistait à « enquêter sur les responsabilités des autorités et des organes en lien avec la fusion d'urgence de Credit Suisse avec l'UBS ».

Mais considérons tout d'abord le point suivant : la faillite du Credit Suisse n'est pas due au fait que les autorités de surveillance – la FINMA et la Banque nationale – avaient trop peu d'instruments efficaces à leur disposition. Il y a un an déjà, le groupe d'experts « Stabilité des banques » créé par le Conseil fédéral a également mis fin à la fable selon laquelle Credit Suisse aurait sombré à cause d'un cas de force majeure – un *bank run* imprévisible (cf. fiche d'information en annexe). Credit Suisse a fait faillite car la banque a pris trop de risques pendant des années et a négligé la gestion des risques. Les organes responsables de la banque ainsi que quelques hauts dirigeants peu scrupuleux en portent l'entière responsabilité. Et une fois de plus, c'est le personnel qui paie la facture tandis que les hauts dirigeants, gavés de bonus, ne sont pas inquiétés et n'ont même pas la décence de s'excuser.

La vice-présidente de l'Association suisse des employés de banque, Natalia Ferrara, déclare à ce sujet : « *En tant que procureure, j'ai arrêté des banquiers pour blanchiment d'argent. Conduire une grande banque en plein dans le mur en toute connaissance de cause, mettre en danger des dizaines de milliers d'emplois et accepter des conséquences économiques majeures, ce n'est pas une peccadille, c'est quelque chose qui peut tout simplement être considéré comme criminel.* »

Les autorités ont échoué – leur démission est exigée

Le rapport de la CEP doit donner des explications sur les raisons pour lesquelles les autorités de surveillance publiques ont permis à Credit Suisse, pendant des années, de présenter ses fonds propres sous un jour plus flatteur qu'ils ne l'étaient en réalité (voir fiche d'information en annexe) ? Pourquoi les autorités de surveillance et le Conseil fédéral n'ont-ils pas contraint Credit Suisse à modifier son modèle commercial risqué, si besoin est en recourant au droit d'urgence comme le 19 mars 2023 ?

C'est désormais le personnel qui paie l'addition, via les suppressions d'emplois en cours chez UBS. Et par le fait qu'un acteur majeur sur le marché du travail national pour les employés de banque a disparu à jamais.

UBS a assuré à l'Association suisse des employés de banque qu'elle poursuivrait à l'avenir sa politique du personnel responsable et que le partenariat social éprouvé se poursuivrait avec une forte représentation du personnel au sein d'UBS et de l'Association suisse des employés de banque.

L'Association suisse des employés de banque salue ces garanties données par UBS et son engagement clair vis-à-vis des valeurs suisses.



Schweizerischer Bankpersonalverband
Association suisse des employés de banque
Associazione svizzera degli impiegati di banca

La surveillance doit être plus efficace

On ne peut pas simplement passer au point suivant de l'ordre du jour. L'Association suisse des employés de banque analysera le rapport de la CEP en détail et demande des conséquences personnelles. La démission de la présidente de la FINMA, Marlene Amstad, est attendue. Mais le rôle du Conseil fédéral doit également être analysé et, si nécessaire, entraîner des conséquences.

L'affaire Credit Suisse ne doit pas se reproduire. C'est pourquoi il faut des instruments supplémentaires :

1. Les actes irresponsables des cadres supérieurs ne doivent pas être rentables. Il faut des responsabilités claires et une responsabilité personnelle pour les cadres supérieurs des banques. En outre, l'Association suisse des employés de banque propose d'examiner une norme pénale propre pour le top management des banques.
2. Les instruments des autorités de surveillance doivent être adaptés aux standards anglo-saxons. Il est inacceptable que la surveillance reste largement impuissante par rapport aux États-Unis. Même les salaires et les bonus très élevés des cadres supérieurs sont toujours comparés avec ce qui se passe aux États-Unis.
3. Mais le point le plus important est la mise en œuvre. Il faut des autorités qui assument leurs responsabilités, ne se laissent pas intimider par les cadres supérieurs et utilisent les instruments mis à leur disposition. L'humain doit être au centre des préoccupations, il s'agit en effet de milliers d'emplois.

UBS doit également agir. La banque doit continuer à montrer qu'elle incarne les valeurs suisses, qu'elle assume ses responsabilités pour la place bancaire et qu'elle collabore de manière constructive avec les politiques et les autorités de surveillance dans le cadre du renforcement de la réglementation. Le fait que les responsables de Credit Suisse ignorent ouvertement les interventions de la FINMA ne doit pas se reproduire.

**Association suisse des employés
de banque SBPV | ASEB | ASIB**

info@sbpv.ch

él :

0848 000 885